

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 21 JUIN 1874.

AVIS.

Les abonnés du Bulletin qui ne paient pas leur journal auprès du caissier d'une section, sont prévenus qu'avec le 3^e numéro de juillet, nous prendrons remboursement sur eux pour la somme de fr. 4 montant de l'abonnement du 2^e semestre de 1874.

Les personnes qui ne veulent pas renouveler leur abonnement sont priées de renvoyer le 1^{er} numéro de juillet en écrivant sur la bande le mot refusé suivi de leur signature. Les refus qui ne seraient pas signés ne seront pas pris en considération par l'administration du Bulletin.

De la tactique des grèves.

Nous n'avons pas ici à argumenter en faveur du droit de grève ; il n'y a plus que des idiots ou des gens de mauvaise foi qui contestent à l'ouvrier le droit de refuser son travail, quand les conditions qui lui sont faites ne lui conviennent pas.

Le grève est une des formes de la guerre. Il y a longtemps que les nécessités de la guerre entre Etats ont créé la tactique militaire, science au moyen de laquelle on a cherché à déterminer les conditions de succès ou de défaite pour les armées. Pourquoi les ouvriers, dans leurs luttes sociales, ne chercheraient-ils pas à déterminer aussi les conditions de succès ou de défaite, pourquoi ne créeraient-ils pas une tactique des grèves ?

En abordant cette étude, nous ne nous dissimulons nullement la valeur réelle des grèves ; nous savons que c'est un mode de combat qui est imposé aux ouvriers par les conditions actuelles, la seule arme qu'ils aient entre les mains jusqu'à présent pour faire valoir leurs intérêts contre leurs patrons ; nous savons que ses résultats, même les plus positifs, n'aboutissent qu'à améliorer quelque peu la condition des ouvriers, sans

changer en rien les bases des conditions sociales actuelles. En résumé, nous savons que c'est une arme plutôt défensive qu'offensive. En effet, qu'on se rappelle quels sacrifices ont dû s'imposer les ouvriers pour aboutir à une réduction minime des heures de travail et à une élévation également très-minime des salaires ; combien de métiers sont restés absolument dans la même situation malgré des efforts héroïques pour améliorer leur position ; et enfin qu'on pense à l'augmentation continuelle du prix des objets nécessaires à l'entretien de l'existence des êtres humains, augmentation qui annule les résultats des luttes pour l'élévation des salaires.

En constatant ces résultats généraux, nous devons, non pas nous abandonner au découragement, mais travailler à perfectionner nos moyens d'action et à faire mieux que par le passé. Si nous savons profiter des enseignements que nous donnent nos déceptions et nos efforts inutiles, si nous voulons sérieusement notre émancipation, nous comprendrons que la pratique de la résistance doit nous conduire à la pratique révolutionnaire. Puissent les indifférents et les timides secouer leur torpeur, et nos associations marcheront plus sûrement vers la réalisation de leur but.

Nous avons en premier lieu à nous rendre compte des causes de non-réussite pour les grèves, et nous devons tout d'abord mentionner le manque d'organisation suffisante. En effet, c'est par l'organisation seule que les ouvriers pourront développer leur puissance d'action. On a déjà réalisé quelques progrès dans l'organisation ouvrière ; il existe des associations et des fédérations de métiers, des fédérations locales et régionales bien organisées ; l'Association internationale des travailleurs, dans certains pays, contient dans son sein une partie considérable du prolétariat ; mais combien de millions de prolétaires, tant ouvriers

que paysans, sont restés sans organisation et n'en ayant pas même l'idée ! et parmi ces millions, combien n'ont pas même conscience de la situation misérable qui leur est imposée ? — Lorsque l'exploitation bourgeoise atteint ses dernières limites, que la misère devient la faim, alors ces masses non organisées refusent leur travail ; mais le capital, qui est tout puissant par l'organisation de l'État, les contraint, après quelques jours de lutte, à se soumettre aux mêmes conditions. La mitraille a quelquefois mis fin à ces conflits entre patrons et ouvriers. Même dans les métiers les mieux organisés, le manque d'organisation générale empêche très-souvent les revendications ouvrières de triompher de l'obstination et de l'égoïsme bourgeois.

Sans ressources matérielles suffisantes, les organisations ouvrières ne peuvent entreprendre aucune amélioration sérieuse. Le manque d'argent a été la cause de non-réussite de beaucoup de grèves. Car l'ouvrier qui cesse de travailler, doit avoir d'autres ressources pour vivre que celles que lui procurait son travail journalier, autrement il sera forcé de mourir de faim ou de reprendre son travail. Or, on sait que, malgré les histoires fabuleuses que la presse bourgeoise sert à ses abonnés sur le compte des finances des associations ouvrières, celles-ci n'ont encore à leur disposition que fort peu de capitaux, et si on compare les sacrifices financiers qu'elles peuvent s'imposer à ceux que peut s'imposer le monde capitaliste, on comprendra qu'il est indispensable que les organisations ouvrières, pour assurer la réussite de leurs grèves, développent considérablement leurs moyens financiers.

Une troisième cause de non-réussite des grèves est le manque de solidarité morale parmi les ouvriers et le peu de convictions solides qui existent chez eux. Il ne suffit pas qu'un métier soit puissamment organisé, ni qu'il ait des ressources matérielles suffisantes, pour qu'il réussisse toujours dans ses tentatives d'améliorations ; malgré ces deux chances de succès, bien des grèves ont échoué, simplement parce qu'il n'y avait pas de lien moral entre les ouvriers du métier en grève. La solidarité morale qui résulte de l'attachement de tous à une cause commune, faisant défaut, il a suffi d'un revers dans la grève, soit qu'elle se prolongeât plus qu'on ne l'avait pensé, soit que les secours eussent diminués, pour qu'une partie des grévistes fit défection et entraîna la ruine de l'entreprise. Et si cette solidarité morale n'existe pas, c'est que dans les associations ouvrières on s'est généralement borné jusqu'à ce jour à s'occuper exclusivement des intérêts matériels, on a négligé le côté intellectuel et moral de leur œuvre, on a fait fi de l'étude des questions sociales, et il ne s'est pas encore dégagé, au moins généralement, de leur sein ces convictions bien trempées qui produisent les abnégations personnelles, les sacrifices complets à une cause. Il faut l'avouer, pour beaucoup d'ouvriers, bien des grèves furent

une simple fête, au lieu d'être une lutte sérieuse dans laquelle étaient engagés des intérêts sacrés.

Enfin la quatrième cause de non-réussite, qu'il nous reste à indiquer, c'est l'entreprise des grèves en temps inopportun, soit qu'il y ait manque d'action préparatoire sur les trois points indiqués ci-dessus, soit qu'il y ait arrêt dans l'industrie ou dans le commerce. Si l'écoulement des produits subit un arrêt, les fabricants peuvent dès lors se passer du travail pour un temps plus ou moins long, et si une grève éclate en ce moment, le métier qui l'entreprend pourra consommer ses ressources sans qu'il en coûte rien aux fabricants ; et lorsque le travail reprendra, les fabricants auront toute leur puissance de résistance, tandis que celle des ouvriers sera considérablement affaiblie ou même ruinée. Le choix du moment de l'entreprise d'une grève est donc sous tous les rapports immensément important.

(La fin au prochain numéro.)

L'Ami du Peuple, de Liège, publie dans son numéro du 14 juin un excellent article dont nous donnons ci-dessous quelques extraits :

« La bourgeoisie, par la bouche d'un de ses représentants, a prononcé ces paroles : « Restons unis et compacts, c'est là notre puissance ; mettons-nous sur nos gardes, la révolution veille et cherche la brèche qui pourrait se faire. » Nous prenons note de cette déclaration pour l'avenir et nous saurons vous la rappeler en temps et lieu. Restons unis et compacts, dites-vous, c'est très-bien ; mais êtes-vous invincibles ? Tenez-vous compte de l'époque et de l'état des esprits, par suite du paupérisme toujours croissant ? Ne craignez-vous pas, malgré votre union, d'être renversés par le torrent révolutionnaire, qui fermente au sein du peuple ? Ne savez-vous pas que chaque fois que vous avez voulu vous opposer à la marche du progrès humain, vous avez été culbutés ? « Tout despote, a dit un philosophe, doit courber son orgueil devant les nécessités sociales ; lorsqu'il s'y oppose, les faits s'imposent brutalement. »

Pendant que les bourgeois s'occupent de la question électorale, les prolétaires s'occupent de la question matérielle.

La tendance à la baisse des salaires est mise en avant par vous ; non-contents de voir languir le travailleur, vous voulez en tuer une partie par la faim. Serait-ce pour mieux avoir raison de l'autre ? La cherté des vivres, que vous maintenez au moyen de vos capitaux, cause à l'ouvrier bien des souffrances et des peines. Combien de vieillards et d'enfants succombent par suite des privations qu'ils sont obligés de subir ! Combien de larmes coulent en secret ! Combien de soupirs et de gémissements seront étouffés ! Combien de mères s'épuisent et s'épuiseront, en vain peut-être,

pour obtenir quelque adoucissement aux souffrances de leurs enfants !

La charité, il est vrai, sera pratiquée par vous ; pour venir en aide à la classe ouvrière, vous donnerez des concerts, des fêtes, même des bals, où vous danserez au nom et pour la misère du peuple, et puis vous ferez remettre une aumône à quelques-uns de nous, et cela, par les mains du prêtre qui, comme vous, bien repu, bien logé, nous dira : « Bénissez vos bienfaiteurs, et priez pour eux qui ont pitié de vos souffrances et de votre misère, » en ajoutant pour formule ces paroles : « Heureux ceux qui souffrent parce qu'ils seront récompensés dans le ciel ; » et avec ces paroles vous exploitez, vous mentez à la misère comme vous le faites au delà de la tombe. On est forcé de le reconnaître et d'en convenir, tous les moyens employés pour soulager la misère sont tout-à-fait impuissants : ni les bureaux de bienfaisance, ni les salles d'asile, ni les monts-de-piété, ni les caisses d'épargne, ni les crèches, ne peuvent venir que très-faiblement en aide aux travailleurs.

Il est un fait certain, c'est que si les travailleurs l'avaient voulu, leur état social d'aujourd'hui serait changé ; en eux réside le nombre, en eux réside la force ; avec ces deux éléments, on change la face du monde et, comme nous l'avons dit dans un autre article, quand le peuple dira : je le veux, cela sera.

Mais, malheureusement pour les travailleurs, malgré leur dévouement à la cause sociale, ils ne sont pas assez persistants. La moindre chose les divise, des petites affaires de détail leur ferment les yeux sur les grandes affaires de principes. Quelques coups montés par leurs ennemis les font dévier du but qu'ils poursuivent.

S'ils jetaient de côté tout ce qui les écarte ou qui les attire hors des réunions, ils pourraient, étant assidûment présents aux séances, apprendre à connaître leurs droits et leurs devoirs : bon nombre n'ont pas le mâle courage de résister à l'attraction des plaisirs que la bourgeoisie a soin de mettre à leur portée ; chanter, danser et jouer, semble être le seul but de leur existence ; ils s'y adonnent sans autres réflexions ; ils ne sont ni ermites ni saints, disent-ils, et, pendant ce temps, ils sacrifient et compromettent la sainte cause pour laquelle ils avaient juré de combattre et de mourir.

La bourgeoisie, de son côté, les contemple, rit et se frotte les mains, en voyant le prolétaire se passer lui-même la corde autour du cou, et lui en remettre le bout ; à ceux-là nous dirons : criez, chantez, jouez, dansez même si vous le voulez, et puissent les éclats de rire de vos spectateurs vous faire enfin comprendre le rôle ridicule et grotesque que vous, qui vous dites socialiste, remplissez dans ce monde. Arrière toutes ces futilités jetées en appât à notre classe pour la détourner de son but ; il ne suffit pas de dire : je suis socialiste, il faut le prouver. Or, comment

le faire ? Je l'ai déjà dit et je le répète, en faisant le sacrifice de tout ce qui peut entraver la marche de la question sociale ; en un mot, de tout ce qui n'est pas lutte et combat au profit de la Révolution.

A l'œuvre donc, révolutionnaires, rendons-nous tous aux séances de nos associations ; discutons les moyens pratiques pour remplacer la vieille société qui s'écroule et dont l'effondrement doit amener l'heure de la liberté et de la fraternité parmi les hommes. »

Nouvelles de l'Extérieur.

Espagne.

On nous écrit d'Espagne :

« Le gouvernement continue à emprisonner les internationaux. A Madrid, à Barcelone et à Xérès, plusieurs compagnons ont été arrêtés sans motif et conduits en prison. La bourgeoisie ne voit pas qu'avec ce système, elle ne fait que précipiter les événements.

La situation de l'ouvrier espagnol est terrible. C'est lui qui supporte directement tout le poids de la guerre civile. Lorsque la bourgeoisie ne l'arrache pas à son travail pour en faire un soldat, elle rogne son misérable salaire par d'écrasants impôts. Il se trouve placé entre ces deux alternatives : ou bien mourir de faim ou périr sous les balles carlistes, ou bien faire un suprême effort pour se débarrasser de ses oppresseurs.

D'autre part, le gouvernement, malgré tous ses efforts, ne peut réunir les ressources financières que réclame l'Etat ; il est obligé d'avoir recours aux taxes indirectes, et il a rétabli ces impôts dans la même forme qu'avant la révolution de 1868. Cette situation et la crise que subit le travail rendent inévitable, d'ici à peu de temps, un mouvement révolutionnaire plus ou moins radical. »

Le journal clandestin *les Représailles*, dont nous avons reproduit un passage il y a huit jours, donne dans son numéro du 7 juin son programme révolutionnaire. En voici quelques extraits :

« Nous ne reconnaissons d'autre patrie que la révolution sociale, d'autres ennemis que la réaction sous quelque forme qu'elle se présente, religieuse, politique, doctrinaire, économique ou sociale.

« Nous n'avons d'autre but que la création d'un monde nouveau fondé sur le travail, sur l'égalité de moyens, et sur la solidarité de tous les êtres humains.

« En révolution, nous sommes ennemis déclarés de tout ce qui tient à maintenir d'une façon plus ou moins directe l'exercice de l'autorité sur les masses insurgées, de toute prétention à la direction officielle du peuple, et par conséquent de tout ce qui s'appelle dictature, dût-elle se parer de l'épithète de révolutionnaire, de gouvernement provisoire ou de Convention, parce que tout pouvoir, quelque révolutionnaire qu'il se propose d'être, ne peut avoir d'autre but principal que celui de se perpétuer, et par conséquent ne peut faire autrement que s'appuyer sur la réaction.

« Notre programme peut se résumer dans ces mots : Destruction totale de toutes les institutions par lesquelles se soutient l'ordre bourgeois actuel,

et leur remplacement par le fait révolutionnaire, réalisé uniquement et exclusivement par les masses populaires, composées des prolétaires victimes de l'avidité et de la barbarie des privilégiés et des exploités. »

Le même journal annonce que plus de vingt-cinq fédérations des provinces du Midi se feront représenter au prochain congrès régional.

Le gouvernement espagnol a réclamé, et le gouvernement français a livré 900 prolétaires qui avaient pris part au mouvement de Carthagène, et qui ont été conduits à Ceuta.

Pour des charlatans comme Barcia et pour des assassins comme le curé Santa-Cruz, l'extradition n'existe pas. Les criminels gouvernements de la bourgeoisie ne l'appliquent qu'aux fils du travail.

Depuis le 1^{er} mai, la Commission fédérale espagnole a recueilli plus de fr. 2500 pour venir en aide aux internationaux prisonniers ou émigrés.

Les sections de Malaga ont tenu un Congrès local.

Les délégués de plusieurs fédérations locales se sont réunis le 17 mai à Xérès, à l'effet de nommer une délégation au Congrès régional espagnol, qui aura lieu prochainement, en dépit de la police.

Le Conseil fédéral de l'une des Unions régionales de métier a adressé une circulaire aux ouvriers de cette Union, pour les engager à s'organiser révolutionnairement.

A cette heure, c'est entre les ouvriers et la bourgeoisie en Espagne une guerre au couteau. Les internationaux sont mis hors la loi, ils y restent. A chaque crime de la bourgeoisie, les ouvriers se disposent à répondre par des représailles. Qui se fait mouton, le loup le mange : contre les loups, il faut se faire loup soi-même.

Allemagne.

Le gouvernement prussien, paraît-il, a l'intention de dissoudre l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, sous prétexte que cette société ne s'est pas conformée à la loi sur les associations. En effet, la loi prussienne interdit toute association politique formée de sections locales (*Zweigsvereine*) correspondant entre elles et groupées autour d'un comité central ; elle n'autorise que les associations qui n'ont point de sections et où tous les membres, quelle que soit la ville qu'ils habitent, font directement partie de l'association générale sans pouvoir constituer entre eux de groupe local. C'est pour répondre aux exigences de la loi que l'*Allg. deutscher Arbeiterverein* a dû adopter son organisation fortement centralisée, et à défaut de sections locales ayant leur administration à elles, se borner à placer dans chaque ville un chargé de pouvoirs (*Bevollmächtigter*) représentant le président de l'association et nommé directement par lui. Il ne s'en voit pas moins aujourd'hui accusé d'avoir violé la loi.

Pour assurer dans toute éventualité l'existence de la société le président Hasenclever vient de décider que le siège légal de l'Association sera transféré de Berlin à Lübeck, en dehors de territoire prussien.

Fédération jurassienne.

Un de nos abonnés a reçu la curieuse lettre qu'on va lire, écrite par M. Jules-Edmond Chopard de Sonvillier, un patron graveur dont l'atelier est à l'interdit. Nous conservons scrupuleusement le style et la ponctuation de l'original :

« Sonvillier, le 15 juin 1874.

« Monsieur,

« Le *Bulletin de la Fédération jurassienne*, s'occupant de temps en temps de ma personne et toujours d'une manière si bienveillante qu'il est naturel que mes articles n'y seraient pas acceptés. Seriez-vous assez obligeant pour l'obliger et m'obliger en même temps, afin que ce journal soit toujours au courant de mes faits et gestes, de faire publier celui-ci ? :

« Le bourgeois Jules-Edmond Chopard portait hier « 2 recueils de chant au sortir du culte ; l'un était doré sur tranche (c'est le même dont il a déjà été « question) l'autre simplement argenté. De plus, le « dit bourgeois ne marchait pas si vite que d'habitude. — Progrès religieux produit par la morale « du... *Bulletin*.

« Avec considération,

« J.-Edmond CHOPARD. »

Heureux les pauvres d'esprit, car ils hériteront du royaume des cieux — et quelquefois sur cette terre d'une cellule dans une maison d'aliénés.

La section de Neuchâtel a proposé au Comité fédéral l'organisation d'une réunion de plusieurs sections, pour le premier dimanche de juillet. Le lieu proposé pour la réunion est Fontaines, dans le Val-de-Ruz.

Les charpentiers de Lausanne sont en grève. En conséquence, tous les ouvriers charpentiers sont invités à s'abstenir d'aller travailler dans cette ville.

La *Tagwacht* nous apprend que malgré les avis déjà publiés par les grévistes de Lausanne, il arrive pourtant dans cette ville des ouvriers charpentiers cherchant de l'ouvrage.

Ce fait regrettable s'explique peut-être par la coïncidence de la grève de Lausanne avec celle des charpentiers de la Chaux-de-Fonds et des menuisiers de Genève. Quand des mouvements de ce genre se font sans entente préalable entre toutes les sociétés du même métier, ils se nuisent nécessairement l'un à l'autre. Aussi ne pouvons-nous trop attirer l'attention de nos lecteurs sur les conseils pratiques que contient l'étude sur la *tactique des grèves*, dont nous publions aujourd'hui la première partie.

Une bonne nouvelle. Un cercle d'études sociales vient de se constituer au Locle, et a envoyé son adhésion à la Fédération jurassienne.

Le Comité fédéral enverra sous peu à toutes les sections le relevé de ses comptes pour l'exercice 1873-74.

Dernière sommation.

M. Lemonnier, libraire, impasse de la Violette, 3, à Bruxelles, est invité à faire droit aux réclamations de l'administration du *Bulletin d'ici* au 15 juillet prochain.